

Arrêté N°23-DDTM85-572
établissant des prescriptions spécifiques
à la déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement
relative à l'exploitation de l'aire de carénage du port de pêche et de commerce des
Sables d'Olonne

Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu la directive-cadre sur l'eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000 ;

Vu la directive-cadre stratégie pour le milieu marin 2008/56/CE du 17 juin 2008 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.120-1, L.123-19-1, L.173-1, L.211-1, L.214-1 à 3, R.214-1 et L.216-6 ;

Vu le décret du Président de la République en date du 03 novembre 2021 nommant Monsieur Gérard GAVORY, préfet de la Vendée ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022-DCL-BCI-268 du 1^{er} mars 2022 portant délégation de signature à M. Didier GÉRARD, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Vendée ;

Vu la décision n°85-SGCD-0392 du 18 avril 2023 du directeur départemental des territoires et de la mer donnant subdélégation générale de signature aux agents de la direction départemental des territoires et de la Mer de la Vendée ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2006 fixant les prescriptions générales applicables aux rejets soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 2.2.3.0 (1^o b et 2^o b) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté du 30 juin 2020 modifiant l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 3.2.1.0 et 4.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 23/02/01 fixant les prescriptions générales applicables aux travaux d'aménagement portuaires et autres ouvrages réalisés en contact avec le milieu aquatique soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 4.1.2.0 (2^o) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Vu l'arrêté n°06-DDE-320 modifiant l'autorisation au titre de la législation sur l'eau du port des Sables d'Olonne, Chambre de Commerce et d'Industrie, du 23 novembre 2006 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 novembre 2015 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de l'Auzance Vertonne et des cours d'eau côtiers approuvé le 18 décembre 2015;

Vu le dossier déposé par la Chambre de Commerce et d'Industrie, sur la plate-forme GUN, en date du 10/02/2023, complété le 12/05/2023 ;

Vu l'avis de l'ARS reçu par courriel en date du 03/03/2023 ;

Vu l'avis du service Risque Nature et Paysage en date du 09/03/2023 déposé sur la plateforme GUN ;

Considérant que les opérations de carénage sont des opérations de révisions périodiques de la coque d'un navire en vue de lui redonner ses qualités nautiques ;

Considérant que l'activité de carénage des navires qui consiste à décaper par divers procédés la peinture antisalissure (antifouling), génère des déchets pouvant avoir un impact sur l'environnement et la santé humaine par contamination du milieu marin par ruissellement ou par voie aérienne ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté ont pour objectifs de faire respecter les orientations du SDAGE Loire-Bretagne et de garantir les intérêts visés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vendée ;

Arrête

1. Objet

1.1 Généralités

Le présent arrêté préfectoral a pour objet de réglementer l'exploitation de l'aire de carénage du port de pêche et de commerce des Sables d'Olonne, dont le gestionnaire est la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Vendée.

| Rubrique | Intitulé | Régime | Arrêtés Ministériels |
|----------|--|--|--|
| 2.2.3.0 | Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets réglementés au titre des autres rubriques de la présente nomenclature ou de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9, le flux total de pollution, le cas échéant avant traitement, étant supérieur ou égal au niveau de référence R1 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent. | Déclaration (dépassement des seuils R1 pour la capacité maximale de 6 bateaux carénés par jour en : MES, Pb, Zn, Cu, Cd, AOX, E. Coli, Nonylphénols et Matières inhibitrices) | Arrêté du 27/07/06 fixant les prescriptions générales applicables aux rejets soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 2.2.3.0 (1° b et 2° b) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié |
| 4.1.2.0 | Travaux d'aménagement portuaires et autres ouvrages réalisés en contact avec le milieu marin et ayant une incidence directe sur ce milieu : 2° D'un montant supérieur ou égal à 160 000 euros mais inférieur à 1 900 000 euros | Déclaration (450 000€) | Arrêté du 23/02/01 fixant les prescriptions générales applicables aux travaux d'aménagement portuaires et autres ouvrages réalisés en contact avec le milieu aquatique soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 4.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié. |

2. Prescriptions spécifiques en phase travaux

2.1 Généralités

Les travaux comprennent :

- le maintien de la conduite des effluents jusqu'en entrée de filière de traitement et du rejet dans le bassin portuaire ;
- l'enlèvement des ouvrages existants ;
- la mise en place des nouveaux équipements.

Les travaux ont lieu hors période de pointe de carénage, soit de septembre à février.

L'emprise au sol des travaux est délimitée et la circulation est réservée aux engins de chantier dédiés aux travaux.

2.2 Mesures de réduction de l'impact en phase travaux

Afin de limiter la pollution en MES des eaux du port :

- la surface de l'aire de carénage sera préalablement nettoyée ;
- l'exutoire vers l'estuaire sera isolé du chantier pendant la durée des travaux ;
- les travaux sont, dans la mesure du possible, réalisés par temps sec.

Le traitement des eaux de carénage est maintenu durant la période de travaux par

- l'obturation du DN600 par lequel transitent les eaux de carénage ;
- la mise en place de pompes immergées dans le regard de collecte pour renvoyer les effluents dans une cuve hors-sol ;
- la mise en place d'un bac de décantation de type lamellaire.

3. Prescriptions spécifiques en phase d'exploitation

3.1 Emplacement de l'aire de carénage

L'aire de carénage d'une surface de 10 500 m² est implantée à proximité du bassin de pêche :



3.2 Dispositif de récupération et de traitement des eaux

Les eaux de carénage sont récupérées et traitées par un dispositif approprié dont les caractéristiques techniques sont conformes à celles mentionnées dans le dossier et comprennent :

- un bassin tampon de 60 m³ permettant a minima de stocker le volume de lessivage de l'aire et le volume journalier d'effluents de carénage ;
- un pré-traitement ;
- un traitement poussé ;
- un traitement de finition.

Un débitmètre est installé en sortie de la filière de traitement pour comptabiliser le volume d'eau rejeté en mer.

L'aire de carénage dispose d'une zone déchets (carton, ferraille, bois, déchets dangereux) facilitant l'évacuation des déchets vers des filières adaptées, au niveau de la route de la Cabaude.

La gestion des déchets produits par les intervenants est de leur responsabilité.

3.3 Rejet d'eaux traitées

Les coordonnées X et Y en Lambert 93 du point de rejet des eaux traitées sont les suivantes :

- 46°29'52N
- 1°47'21O



3.4 Contrôle du suivi de la qualité des effluents traités

Un suivi qualitatif et quantitatif du rejet est mis en place par le maître d'ouvrage. Le dispositif de traitement est aménagé de façon à permettre des prélèvements et une mesure des débits en sortie d'ouvrage.

Une campagne de prélèvements sur les eaux rejetées en sortie de dispositif de traitement est réalisée par temps sec aux périodes suivantes :

- avant le pic d'activité de carénage (mai)
- pendant le pic d'activité (juillet ou août)
- après le pic d'activité (octobre).

19, rue Montesquieu – BP 60827
85021 La Roche-sur-Yon Cedex

Tél. : 02 51 44 32 32 – Télécopie : 02 51 05 57 63 – Mél. : ddtm@vendee.gouv.fr

Ouverture au public : du lundi au vendredi, de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30

Les prélèvements et analyses sont réalisés lors d'une phase de carénage avant rejet dans le milieu. Le bilan précise notamment le nombre de bateaux ainsi que la surface carénée pendant les 24 heures précédant la mesure.

Les prélèvements font l'objet d'analyses sur les paramètres mentionnés à l'article 3.5 du présent arrêté, sur un effluent représentatif des opérations de carénage.

Les opérations réalisées dans le cadre de cette autosurveillance et les résultats obtenus sont consignés dans le registre prévu à l'article 3.8 du présent arrêté.

L'ensemble des résultats de ces analyses est transmis au service police de l'eau de la DDTM de la Vendée, dans le cadre du rapport annuel visé à l'article 3.8 du présent arrêté.

Les frais de prélèvements et d'analyses sont à la charge du maître d'ouvrage.

3.5 Valeurs limites de rejet

Les eaux rejetées ne doivent pas compromettre l'équilibre biologique et écologique du milieu récepteur ni porter atteinte à la santé publique et aux usagers en aval.

Les analyses sont réalisées sur un échantillon moyen pris sur 2 heures et le flux journalier est extrapolé à partir du débit mesuré.

Le taux de concentration du rejet en sortie du dispositif de traitement ne doivent pas excéder les valeurs suivantes et atteindre l'abattement minimum, définis dans le tableau ci-dessous.

Un dépassement de la valeur limite d'émission doit engager une analyse menant à la mise en place de mesures correctives.

| Paramètres | Valeur Limite d'Émission | Unité | Abattement |
|--|--------------------------|-------|------------|
| pH | Entre 5,5 et 8,5 | / | - |
| MES | 35 | mg/l | - |
| HAP (somme des 5 HAP) | 25 | µg/l | - |
| DCO* | 125 | mg/l | - |
| Hydrocarbures totaux | 5 | mg/l | - |
| Arsenic | Absence de traces** | / | - |
| Cuivre et ses composés | 0,5 | mg/l | 90,00 % |
| Zinc et ses composés | 2 | mg/l | - |
| Fluoranthène | 25 | µg/l | - |
| Fer + Aluminium et leurs composés | 5 | mg/l | 90,00 % |
| TBT et composés de | Limite Quantitative | / | 85,00 % |

| dégradation | Inférieure | | |
|--|------------|------|---|
| Pesticides totaux (Irgarol + Diuron + Chlorothalonil) | 2,5 | µg/l | - |
| DEHP | 25 | µg/l | - |

* La mesure de la DCO peut être perturbée par la présence de chlorure - l'interprétation des résultats des campagnes d'analyse sur ce paramètre devra en tenir compte.

** Dans le cas où des traces d'arsenic sont retrouvées dans les rejets, il est demandé au gestionnaire d'en justifier les raisons et de transmettre au service de la police de l'eau de la DDTM les mesures prises pour en réduire la présence. Une valeur supérieure à 25 µg/l est considérée comme une non-conformité.

Ces paramètres sont susceptibles d'évoluer en fonction l'évolution des connaissances et de la réglementation. **Cette clause concerne l'ensemble des paramètres testés dans le cadre du contrôle du bon fonctionnement de l'aire.**

De plus, les paramètres suivants seront analysés, selon la même fréquence :

- DBO5 sur échantillon filtré,
- Azote global,
- Phosphore total,
- Cadmium,
- Plomb et ses composés,
- Étain,
- Benzène, Xylène, Éthylbenzène, Toluène,
- Mercure,
- E. Coli.

Les rejets sont dépourvus de matières surnageantes, de toute nature, ne provoquent pas de coloration inhabituelle du milieu récepteur, **en contrôle visuels**. Ils ne dégagent pas d'odeur putride ou ammoniacale **au niveau des rejets, en contrôle olfactif direct**.

Le type de paramètres recherché ainsi que les normes et la fréquence des analyses fixées au présent article peuvent être modifiés dans les formes prévues par l'article R.214-39 du code de l'environnement au regard des évolutions réglementaires et des incidences observées sur les milieux récepteurs et après avis de la DDTM de la Vendée.

L'utilisation et le déversement de produits détergents dans l'aire de carénage doivent être conformes à la réglementation en vigueur (utilisation de détergents compatibles avec la préservation des milieux aquatiques). En cas de dysfonctionnement du dispositif de traitement, l'usage de l'aire de carénage doit être immédiatement stoppé.

L'exploitant devra également intervenir en cas d'incident ou d'accident, notamment pour contenir toute pollution. Le dispositif de traitement doit être conçu de manière à permettre un confirmement en cas de pollution accidentelle.

L'exploitant devra prévenir le service police de l'eau de la DDTM en cas de non-conformité constatée, dans les plus brefs délais.

3.6 Suivi complémentaire bactériologique

Les paramètres suivants feront l'objet d'une analyse annuelle en période de pic de carénage :

- coliformes totaux ;
- E. Coli ;
- Entérocoques.

3.7 Périodicité d'entretien des installations

Le planning prévisionnel d'entretien est le suivant :

| Équipement | Périodicité de l'entretien |
|--|----------------------------------|
| rétrolavage du filtre à sable | Quotidien, de préférence la nuit |
| vidange du panier dégrilleur | À définir selon l'encrassement |
| hydrocurage du séparateur d'hydrocarbure | annuel |
| hydrocurage de la cuve tampon | |
| Hydrocurage du décanteur lamellaire | |
| Renouvellement du filtre à sable | 5 ans |
| Renouvellement du charbon actif | annuel |
| Renouvellement de la résine chelatante | 2 ans |

Les effluents retenus dans le système de traitement sont éliminés par le biais d'une entreprise spécialisée.

3.8 Contrôle du suivi de l'entretien des installations

Le maître d'ouvrage ou l'exploitant tient, dans le cadre de l'entretien des ouvrages, un registre des interventions effectuées sur ceux-ci. Ce registre est tenu à la disposition de la police de l'eau de la DDTM de la Vendée.

Il élabore en année N+1, un rapport des conditions de fonctionnement, d'entretien et de surveillance de l'installation au cours de l'année N. Ce rapport contient a minima :

- les informations relatives aux nombres de bateaux carénés dans l'année,
- le volume d'eau consommé,
- les résultats des données d'autosurveillance prévue à l'article 3.5 du présent arrêté,
- les actions correctives envisagées en cas de non-conformités des valeurs limites de rejets accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre,
- les incidents et les accidents survenus,
- les quantités de sédiments ou hydrocarbures récupérées par les entreprises spécialisées,
- une copie des bordereaux de suivi de ces récupérations.

Ce rapport est transmis au service de police de l'eau de la DDTM de la Vendée au plus tard le 1^{er} mars de l'année N+1.

4. Conformité au dossier déposé et modifications de l'installation

Les installations, objet du présent arrêté, sont situées, installées, et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration sans préjudice des dispositions du présent arrêté.

Toute modification des caractéristiques de l'installation doit être préalablement signalée au préfet de la Vendée, qui peut, le cas échéant prescrire des dispositions complémentaires au présent arrêté ou demander une nouvelle déclaration, conformément à l'article R.214-40 du code de l'environnement.

Les installations sont régulièrement entretenues conformément aux prescriptions du constructeur de manière à garantir le bon fonctionnement :

- des dispositifs de traitement afin que le rejet reste conforme aux prescriptions et aux valeurs fixées dans le présent arrêté ;
- des moyens destinés à la surveillance et à l'évaluation des déversements, et au suivi du milieu aquatique.

Le fonctionnement de l'installation est suspendu en cas de panne de l'une des pompes.

5. Incident-Accident

Tout incident ou accident intéressant les ouvrages et les installations de nature à porter atteinte à la conservation et à la qualité des eaux est immédiatement déclarée au préfet de la Vendée et au maire de la commune des Sables d'Olonne, conformément à l'article L.211-5 du code de l'environnement et, sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet de la Vendée, le maître d'ouvrage prend ou fait prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu aquatique et d'y remédier.

6. Modifications des prescriptions

En tant que de besoin, le préfet de la Vendée peut imposer toute prescription spécifique nécessaire, afin de respecter les principes mentionnés à l'article L.214-3 du code de l'environnement.

Le service police de l'eau de la DDTM de la Vendée se réserve le droit de modifier les normes de rejets ainsi que les paramètres de suivi en fonction de la taille de l'installation.

Le service police de l'eau de la DDTM de la Vendée peut notamment adapter la périodicité des prélèvements et les paramètres analysés en fonction de l'évolution des normes réglementaires, de la qualité et de la sensibilité du milieu récepteur (présence de zones conchylicoles, prise d'eau potable...), des résultats d'analyses et au vu de la fréquence d'utilisation de l'aire de carénage.

Si le maître d'ouvrage veut obtenir la modification de certaines dispositions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet de la Vendée, qui statue par arrêté.

Tout changement de bénéficiaire doit être déclaré au préfet de la Vendée.

7. Abrogation

Cet arrêté abroge l'article 5 de l'arrêté n°06-DDE-320 modifiant l'autorisation au titre de la législation sur l'eau du port des Sables d'Olonne, Chambre de Commerce et d'Industrie, du 23 novembre 2006.

8. **Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

9. **Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le maître d'ouvrage de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

10. **Publicité**

Le présent arrêté sera affiché dans la commune des Sables d'Olonne pendant une durée minimale d'un mois et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vendée. Il sera également mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'État de la Vendée.

11. **Voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif.

Il peut être contesté par toute personne ayant un intérêt à agir dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- par recours gracieux auprès du préfet,
- par recours hiérarchique auprès du ministre concerné.

Le présent arrêté est également soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nantes via l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de 4 mois à compter du premier de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

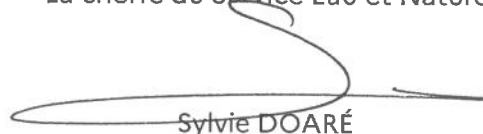
Le recours administratif prolonge de 2 mois les délais mentionnés au 1° et au 2°.

12. **Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Vendée, le maire des Sables d'Olonne, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vendée et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans la mairie des Sables d'Olonne.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **- 2 AOÛT 2023**

P/ Le Préfet de la Vendée
P/ Le directeur Départemental des Territoires et
de la Mer
La cheffe du Service Eau et Nature



Sylvie DOARÉ